

Unité départementale du Rhône
5 place Jules Ferry
69006 Lyon

lyon, le 27/06/22

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SIAP

ZI de la Pontchonnière
422 route du Bois du Maine
69210 SAVIGNY

Références : UD-R-CTESSP-22-131-FV

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/06/2022 dans l'établissement SIAP implanté ZI de la Pontchonnière 422 route du Bois du Maine 69210 SAVIGNY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société SIAP est un traiteur de surface de pièces métalliques ou aluminium principalement pour poids lourds et l'automobile. Elle est autorisée à exploiter ses activités dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2005 modifié notamment par arrêtés préfectoraux du 25 octobre 2007 et 31 août 2020. Elle est autorisée notamment pour des activités « IED ».

Par courriers du 16 mars 2022 et du 4 avril 2022, l'exploitant a transmis au préfet respectivement un porter à connaissance du remplacement de sa station d'épuration ainsi qu'une demande de modification de l'arrêté préfectoral du 31 août 2020.

L'objectif de la présente visite est notamment d'examiner les suites de la précédente inspection (2021), la demande de modification et le porter à connaissance.

A noter : le site est classé prioritaire selon la note du 24/11/2016 pour le critère étude technico-économique (ETE) RSDE en cours.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIAP
- ZI de la Pontchonnière 422 route du Bois du Maine 69210 SAVIGNY
- Code AIOT dans GUN : 0006103706

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'établissement dispose de deux chaînes :

- une chaîne de cataphorèse (dépôt électrolytique)
- une chaîne de peinture poudre par aspersion : la partie traitement de surface est utilisée seulement dans 8 % des cas. La plupart des pièces passent par un traitement cataphorèse puis peinture poudre.

Le site comprend également une station physico-chimique pour le traitement de ses effluents aqueux ainsi que ceux des sociétés voisines Calpi-Color et SOLYAP.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eau
- IED
- Gerep

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsque les faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique de l'inspection

Hors fiches de constats :

L'exploitant a indiqué être en cours de changement de liant dans son bain de cataphorèse afin de limiter les nuisances olfactives pour le voisinage (objet de plaintes par la passé). Le liant devrait être entièrement renouvelé d'ici d'ici un an.

Une nouvelle station d'épuration va être mise en service en septembre 2023 qui permettra de réduire les rejets de substances dangereuses dans l'eau.

L'Inspection examinera dans un rapport séparé les demandes de modifications de l'arrêté.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Aucune des fiches de constat fait l'objet d'une proposition de suites administratives

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Garanties financières	Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 5	/	Voir demande de l'inspection ci-dessous
Plan de gestion des solvants	Arrêté préfectoral du 21 septembre 2005 modifié, article 2.3.2	/	Voir demande de l'inspection ci-dessous

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	Code de l'environnement du 09/05/2017, article R515-71	/	Avec observation
Situation administrative	AP Complémentaire du 31/08/2020, article 2	/	Avec observation
Eau	AP Complémentaire du 31/08/2020, article 3, 4 et annexe 1	/	Avec observation
GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4, 4bis et annexe III	/	Sans observation

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra fournir, selon les délais mentionnés dans les fiches constats du présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/08/2020, article 2
Thème(s) : Situation administrative, demande de modification
Prescription contrôlée : Rubrique 3710 : Traitement des eaux résiduaires dans des installations autonomes relevant des rubriques 2750 et qui sont rejetées par une ou plusieurs installations relevant de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V Rubrique 2750 : Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation :
Constats : Le PAC du 16 mars 2022 signale le projet de remplacement de la station d'épuration du site au 1er septembre 2023 ; la présente station sera détruite et la nouvelle sera implantée sur le site entre l'actuel bâtiment de la station et la grenailleuse d'après l'exploitant ; une continuité de traitement est prévue pendant la durée des travaux ; le process de traitement reste le même ; les performances attendues sont meilleures du fait d'une rationalisation des volumes, de l'arrêt du traitement des effluents de deux autres usines et de la performance du nouveau matériel. D'autre part, par courrier du 4 avril 2022, l'exploitant demande à supprimer la rubrique 3710, son installation n'étant plus considérée comme autonome (autonome = qui ne traite pas que ses propres eaux résiduaires, d'après la note interprétative disponible sur AIDA). De même la station d'épuration du site peut ne plus être considérée comme collective (rubrique 2750).
Type de suites proposées : Sans suite administrative et sans aucune demande
Proposition de suites : Sans objet Observations : Dans le cadre d'un futur arrêté préfectoral complémentaire, l'Inspection pourra proposer de modifier le tableau d'activités de l'arrêté préfectoral d'autorisation pour prendre en compte les évolutions dues à la mise en place de la nouvelle station (suppression des rubriques 2750 et 3710).

Nom du point de contrôle : Eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/08/2020, article 3, 4 et annexe 1
Thème(s) : Risques chroniques, demande de modification
Prescription contrôlée : Annexe 1 Concentration maximale journalière – échantillon 24h en DCO : 150 mg/L Le « Flux maximal » [...] est respecté dans un délai de trois ans à compter de la date de notification du présent arrêté. Ce flux pourra être revu à la hausse ou à la baisse après examen de l'étude technico-économique prescrite à l'article 4 du présent arrêté.
Constats : L'exploitant explique dans son courrier du 4 avril 2022 ne pas être en mesure de respecter la limite en concentration de DCO sur ses rejets d'eaux résiduaires de 150 mg/L. Il propose une concentration de 300mg/L. D'autre part, toujours dans son courrier du 4 avril 2022, l'exploitant signale ne pas être en mesure de respecter la limite en flux de Nickel de ses rejets d'eaux résiduaire de 1,22 mg/L d'ici septembre 2023. Il propose de respecter une concentration de 5mg/L. Une étude technico-économique est jointe à la demande de modification.
Type de suites proposées : Sans suite administrative et sans aucune demande
Proposition de suites : Sans objet Observations : L'Inspection examinera la demande de l'exploitant dans un rapport séparé. Un arrêté préfectoral complémentaire pourra éventuellement être proposée.

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/05/2017, article R515-71
Thème(s) : Situation administrative, Dossier de réexamen
Prescription contrôlée : I. – En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles.
Constats : A ce jour, aucune dossier de réexamen n'a été transmis à l'Inspection. Le BREF STM constituent les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique IED 3260 de l'établissement. Les conclusions ont été publiées en août 2006 et sont en cours de révision.
Type de suites proposées : Sans suite administrative et sans aucune demande
Proposition de suites : Sans objet Observations : L'Inspection considère qu'un dossier de réexamen devra être transmis à l'Inspection dans un délai de 1 ans après la publication des nouvelles conclusions du BREF STM. Des guides spécifiques pourront être utilisés (p.ex guide pour la simplification du réexamen du ministère de l'environnement d'octobre 2019 et guide pour l'élaboration du rapport de base d'octobre 2014). L'Inspection proposera d'acter que le BREF STM est celui relatif à la rubrique 3260 dans un prochain arrêté préfectoral complémentaire. .

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : Le montant, initial ou actualisé, des garanties financières est arrêté par le préfet. Le cas échéant, le préfet fixe par arrêté les quantités maximales de déchets pouvant être entreposés sur le site.
Constats : Par courrier du 15 avril 2019, l'exploitant a transmis un calcul du montant de ses garanties financières (<100k€). Le calcul indique les quantités maximales de déchets suivantes : Bains : 33m3 (cataphorèse), 9m3 (phosphate), 6m3 (dégraissant) Station d'épuration : 17 m3 (ultrafiltrat + anolytes + eaux rinçages + affineur + premix) Déchets dangereux : 3363 € Le volume des bains hors cataphorèse déclaré dans le courrier du 15 avril 2019 (15 m3) n'est pas cohérent avec celui défini dans l'autorisation d'exploiter de 2005 (28200L). L'Inspection a constaté visuellement que les volumes des déchets potentiels de la station d'épuration sont cohérents avec ceux déclarés. L'Inspection a consulté le suivi de destruction de déchets 2022 pour évaluer la quantité maximale de déchets dangereux présents sur le site. Il est mentionné 9 t de boues de la station d'épuration, 3 t de peinture poudre et 2 t d'emballages souillés. D'autre part, l'Inspection a constaté une quantité limitée de déchets stockés sur site (4 palettes de déchets de grenailage et poudre, des bidons vides).
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale <u>Demande</u> : L'Inspection demande à l'exploitant de justifier sous 15 jours de l'incohérence entre les volumes des bains déclarés en 2005 et 2019. Le cas échéant, le calcul des garanties financières devra être revu. Une fois les réponses apportées, il pourra être proposé d'acter le montant des garanties financières ainsi que les quantités maximales de déchets présents sur site par arrêté.

Nom du point de contrôle : GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4, 4bis et annexe III
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration GEREP
Prescription contrôlée : 4.II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. [...] Cette déclaration comprend : -la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ; -la quantité par nature du déchet ; -le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; -le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV. 4bis [...] La déclaration comprend en outre les informations figurant dans le contenu de la déclaration défini en annexe III du présent arrêté. Annexe III [...] Report des informations relatives au PGS réalisé au titre de l'article 28-1 de l'arrêté du 2 février 1998.[...]
Constats : La déclaration GEREP de 2021 indique une quantité de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement supérieure à 2 t/ an. La quantité par nature du déchet, le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié et le mode de valorisation ou d'élimination sont indiqués. L'installation soumise à autorisation (rubrique 3260) est exclue de l'arrêté du 2 février 1998, ainsi aucun plan de gestion réalisé au titre de l'article 28-1 de cet arrêté n'est exigible.
Type de suites proposées : Sans suite administrative et sans aucune demande
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 21 septembre 2005, modifié le 25 octobre 2007, article 2.3.2 et annexe 3
Thème(s) : Emissions atmosphériques
Prescription contrôlée : Les valeurs limites de rejets à l'atmosphère [...] sont fixées dans l'annexe 3 du présent arrêté [...] Emissions diffuses des composés organiques volatils non méthaniques : 25% de la quantité totale de solvants.
Constats : L'exploitant ne dispose d'aucun plan de gestion des solvants permettant de vérifier le respect des seuils d'émissions diffuses.
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale Demande : L'Inspection demande à l'exploitant de réaliser un plan de gestion des solvants afin de pouvoir vérifier s'il respecte le seuil d'émissions diffuses prescrit sous trois mois. Le guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants de l'Ineris de 2009 pourra être utilisé.